

Unité départementale du Littoral
24 Rue du Pont de Pierre
CS 60036
59820 Gravelines

Gravelines, le 24/09/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 31/07/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

KUBOTA FARM MACHINERY EUROPE SAS

19-25 rue Jules Vercruysse
95100 Argenteuil

Références : H:_Commun\2_Environnement\01_Etablissements\Equipe_G2\KUBOTA-FME_Bierne_0007006264\2_Inspections\2025_07_31_APMD du 27_05_2025_légio
Code AIOT : 0007006264

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/07/2025 dans l'établissement KUBOTA FARM MACHINERY EUROPE SAS implanté ZA du Bierendyck Route de Socx 59380 Bierne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite avait pour objet de vérifier le respect des dispositions relatives à la prévention de la légionellose et au confinement des eaux d'extinction, qui avaient fait l'objet de deux arrêtés de mise en demeure, respectivement en date du 25/05/2025 et du 13/02/2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- KUBOTA FARM MACHINERY EUROPE SAS
- ZA du Bierendyck Route de Socx 59380 Bierne
- Code AIOT : 0007006264
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement KUBOTA assemble des tracteurs agricoles.

Contexte de l'inspection :

- Récolement
- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- Légionelles/ prévention légionellose

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Plan des réseaux	AP de Mise en Demeure du 13/02/2025, article 1	Levée de mise en demeure
2	Localisation des points de rejet	AP de Mise en Demeure du 13/02/2025, article 1	Levée de mise en demeure
3	Confinement des eaux d'extinction	AP de Mise en Demeure du 13/02/2025, article 1	Levée de mise en demeure
4	Révision de l'analyse méthodologique des risques	AP de Mise en Demeure du 27/05/2025, article 1	Levée de mise en demeure
5	Délais de transmission des résultats	AP de Mise en Demeure du 27/05/2025, article 1	Levée de mise en demeure
6	Carnet de suivi	AP de Mise en Demeure du 27/05/2025, article 1	Levée de mise en demeure
7	Tableau de suivi	AP de Mise en Demeure du 27/05/2025, article 1	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il ressort de l'inspection que l'exploitant a mis en oeuvre les dispositions permettant de proposer la levée des mises en demeure. Certaines non-conformités, constatées postérieurement au porter-à-connaissance transmis par Kubota le 19/09/2023, seront traitées dans le cadre de l'instruction de cette affaire.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 13/02/2025, article 1

Thème(s) : Risques accidentels, Plan des réseaux

Prescription contrôlée :

La société KUBOTA FARM MACHINERY EUROPE dont le siège social est situé 19-25, rue Jules Vercruysse à 95100 ARGENTEUIL, est mise en demeure de respecter les dispositions des points 4.2.2, 4.3.5 et 7.4.1 de l'arrêté préfectoral du 18 novembre 2014 sous un délai de 3 mois pour son site situé zone d'activités du Bierendyck, route de Socx à 59380 BIERNE.

[Article 4.2.2 : Plan des réseaux à jour]

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,*
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...)*
- les secteurs collectés et les réseaux associés,*
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...),*
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).*

Constats :

Lors de l'inspection du 10/04/2024, le plan des réseaux présenté, datant du 30 octobre 2015, n'avait pas été actualisé suite à l'extension du parking du personnel et présentait les incohérences suivantes :

- le plan fait apparaître au niveau du parking un réseau d'eaux sanitaires ;
- les différents types de réseaux sont légendés de couleurs différentes sur les plans ;
- des couleurs sensiblement analogues sont utilisées pour légender des réseaux distincts ;
- le nombre de points de rejet au milieu naturel est supérieur à celui indiqué dans l'annexe à l'arrêté préfectoral du 18/11/2014.

Par mail du 23/04/2024, l'exploitant a transmis à l'inspection, un plan actualisé corrigeant les trois premiers constats ci-avant. Pour autant, le nombre de points de rejets figurant sur le plan ne correspondait toujours pas à celui du plan annexé à l'arrêté préfectoral. La mise en demeure portait donc spécifiquement sur ce dernier point.

Le site présentait lors de l'inspection du 10/04/2024 une dizaine de points de rejets d'eaux pluviales au Bierendyck, chacun doté d'une vanne de fermeture manuelle maintenue en position

ouverte. L'exploitant a décidé de diriger toute l'eau pluviale vers le bassin tenant lieu de tamponnement et de confinement des eaux d'extinction en maintenant les vannes précitées fermées avec consignation, ce qui permet de considérer *in fine* que le nombre et l'emplacement des points de rejet est cohérent avec les prescriptions de l'arrêté préfectoral.

Au vu des éléments constatés, l'inspection propose de lever la mise en demeure relative au non-respect de l'article 4.2.2 de l'arrêté préfectoral du 18 novembre 2014.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Localisation des points de rejet

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 13/02/2025, article 1

Thème(s) : Risques chroniques, Localisation des points de rejet

Prescription contrôlée :

La société KUBOTA FARM MACHINERY EUROPE dont le siège social est situé 19-25, rue Jules Vercruysse à 95100 ARGENTEUIL, est mise en demeure de respecter les dispositions des points 4.2.2, 4.3.5 et 7.4.1 de l'arrêté préfectoral du 18 novembre 2014 sous un délai de 3 mois pour son site situé zone d'activités du Bierendyck, route de Socx à 59380 BIERNE.

[Article 4.3.5 : Localisation des points de rejets]

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet qui présentent les caractéristiques suivantes :

a) Points de rejets 1 et 2

Ces points de rejets reçoivent les eaux pluviales de ruissellement de la partie existante du site (respectivement parking visiteur et zone de livraison/expédition). Le point de rejet 1 reçoit également les eaux issues du lavage des tracteurs.

Les eaux pluviales sont rejetées dans le réseau communal qui rejoint le Nouveau Bierendyck.

Avant rejet, les eaux pluviales transitent par un séparateur d'hydrocarbures.

Une vanne permet de diriger ces eaux, le cas échéant, vers le bassin de confinement.

b) Point de rejet 3

Ce point de rejet reçoit les eaux pluviales de ruissellement du nouveau parking pour les salariés du site.

Les eaux pluviales sont rejetées dans le Nouveau Bierendyck.

Avant rejet, les eaux pluviales transitent par un séparateur d'hydrocarbures et le bassin tamponnement construit à proximité de ce parking.

c) Point de rejet 4

Ce point de rejets reçoit les eaux pluviales de ruissellement de la piste d'essai des tracteurs ainsi que les eaux pluviales de toiture du bâtiment existant.

Les eaux pluviales sont rejetées dans le Nouveau Bierendyck.

Avant rejet, les eaux pluviales transitent par un séparateur d'hydrocarbures.

Une vanne permet de diriger les eaux pluviales de ruissellement de la piste d'essai des tracteurs, le

cas échéant, vers le bassin de confinement.

d) Point de rejet 5

Ce point de rejet reçoit les eaux sanitaires et les eaux usées industrielles du site.

Ces eaux sont rejetées dans le réseau communal qui aboutit à la station d'épuration de Bierne, voisine du site.

Les eaux issues de l'atelier de traitement de surface (eaux de rinçage, eaux de nettoyage des bacs de traitement) seront pré-traitées avant rejet.

Le pré-traitement consiste en un piégeage des métaux.

Ces points sont représentés sur le plan joint en annexe.

Constats :

Lors de la précédente inspection, il avait été constaté que le nombre de points de rejet était supérieur à celui figurant dans le plan annexé à l'arrêté préfectoral et que les eaux industrielles n'étaient pas prises en charge par la station d'épuration (STEP) de Bierne, gérée par NOREADE.

Les informations relatives à la non-prise en charge des effluents de la société par la STEP de Bierne ont été portées à la connaissance de Monsieur le Préfet du Nord le 19/09/2023, mais n'avaient pas encore été instruites à la date de rédaction du présent rapport. L'inspecteur ayant réalisé la visite du 10 avril 2024 n'avait pas connaissance de cette modification, qui est actuellement en cours d'instruction.

Un nouvel arrêté préfectoral complémentaire viendra donc modifier les prescriptions relatives à la gestion des eaux industrielles, lesquelles sont actuellement évacuées par camion vers un centre de traitement agréé.

Au vu des éléments constatés, l'inspection propose de lever la mise en demeure relative au non-respect de l'article 4.3.5 de l'arrêté préfectoral du 18 novembre 2014.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 3 : Confinement des eaux d'extinction

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 13/02/2025, article 1

Thème(s) : Risques chroniques, Confinement des eaux d'extinction

Prescription contrôlée :

La société KUBOTA FARM MACHINERY EUROPE dont le siège social est situé 19-25, rue Jules Vercruysse à 95100 ARGENTEUIL, est mise en demeure de respecter les dispositions des points 4.2.2, 4.3.5 et 7.4.1 de l'arrêté préfectoral du 18 novembre 2014 sous un délai de 3 mois pour son site situé zone d'activités du Bierendyck, route de Socx à 59380 BIERNE.

[Article 7.4.1 :Rétention et confinement]

V. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.

En cas de dispositif de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en

mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.

En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.

Le volume nécessaire à ce confinement est de 1250 m3. Les vannes de barrage qui permettent aux eaux d'extinction d'être dirigées vers ce bassin sont identifiées.

Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.

Constats :

Lors de la précédente inspection, il avait été constaté l'absence de dispositif automatique d'obturation permettant d'assurer le confinement des eaux d'extinction.

Depuis, un dispositif d'obturation automatique a été installé au niveau du rejet des eaux pluviales du bassin de rétention vers le Bierendyck, ainsi qu'entre ce bassin et le fossé de récupération des eaux pluviales de toiture.

Ce dispositif peut être actionné à distance par l'envoi d'un SMS. Après confirmation de la demande, il se gonfle en quelques secondes grâce à une bouteille d'azote dont la capacité permet cinq mises en œuvre. L'exploitant anticipe le renouvellement de cette bouteille dès la troisième utilisation. Le dispositif peut également être actionné manuellement sur site.

Le personnel, et en particulier les gardiens, sera formé à son utilisation en septembre 2025. Des tests de bon fonctionnement de la chaîne de déclenchement seront réalisés semestriellement dans le cadre des exercices incendie du site. Les procédures d'utilisation du dispositif ont été rédigées et présentées à la DREAL.

Au vu des éléments constatés, l'inspection propose de lever la mise en demeure relative au non-respect de l'article 7.4.1 de l'arrêté préfectoral du 18 novembre 2014.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 4 : Révision de l'analyse méthodologique des risques

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 27/05/2025, article 1

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la légionnellose

Prescription contrôlée :

La société KUBOTA FARM MACHINERY EUROPE, ci-après dénommée l'exploitant, dont le siège social est situé 19-25 rue Jules Vercey à 95100 ARGENTEUIL, est mise en demeure de respecter les dispositions des points 3.7. I. 1. a) ; 3.7. I. 3. d) ; 3.7. IV.2 et 3.7. II. 2. c) de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 susvisé dans un délai de 3 mois pour son site situé Zone d'activités du Bierendyck, route de Socx à 59 380 BIERNE.

[3.7.I.1 a) : Révision de l'analyse méthodologique des risques]

[...]En cas de changement de stratégie de traitement ou de modification significative de l'installation,

ou encore dans les cas décrits au point II.1 et II.2 b, et a minima une fois tous les deux ans, l'analyse méthodique des risques est revue par l'exploitant, pour s'assurer que tous les facteurs de risque liés à l'installation sont bien pris en compte, suite aux évolutions de l'installation ou des techniques et des connaissances concernant les modalités de gestion du risque de dispersion et de prolifération des légionelles.

La révision de l'AMR donne lieu à la mise à jour des plans d'entretien et de surveillance et à la planification, le cas échéant, de nouvelles actions correctives. Les conclusions et éléments de cette révision sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.[...]

Constats :

La révision de l'analyse méthodologique des risques a été initiée le 25 octobre 2024 avec l'appui de la société Bureau Veritas. Le bon de commande avait été transmis à l'inspection. Lors de l'inspection du 31/07/2025 il a été présenté l'Analyse Méthodologique des Risques dans sa version du 05/12/2024.

Au vu des éléments constatés, l'inspection propose de lever la mise en demeure relative au non-respect de l'article 3.7. I. 1. a) de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 5 : Délais de transmission des résultats

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 27/05/2025, article 1

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la légionellose

Prescription contrôlée :

La société KUBOTA FARM MACHINERY EUROPE, ci-après dénommée l'exploitant, dont le siège social est situé 19-25 rue Jule Vercruysse à 95100 ARGENTEUIL, est mise en demeure de respecter les dispositions des points 3.7. I. 1. a) ; 3.7. I. 3. d) ; 3.7. IV.2 et 3.7. II. 2. c) de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 susvisé dans un délai de 3 mois pour son site situé Zone d'activités du Bierendyck, route de Socx à 59 380 BIERNE.

[3.7.I.3 d) : Résultats de l'analyse des légionelles (délais de transmission).]

L'exploitant s'assure que le laboratoire l'informera des résultats provisoires confirmés et définitifs de l'analyse par des moyens rapides (télécopie, courriel) si :

- le résultat provisoire confirmé ou définitif de l'analyse dépasse le seuil de 1000 UFC/L ;
- le résultat provisoire confirmé ou définitif de l'analyse rend impossible la quantification de *Legionella pneumophila* en raison de la présence d'une flore interférente.

Constats :

L'exploitant a transmis la copie de ses échanges avec le laboratoire d'analyses, rappelant à ce dernier l'importance du respect des délais de transmission, en particulier en cas de suspicion de dépassement.

Au vu des éléments constatés, l'inspection propose de lever la mise en demeure relative au non-respect de l'article 3.7. I. 3. d) de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013.

Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 6 : Carnet de suivi

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 27/05/2025, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la légionellose
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société KUBOTA FARM MACHINERY EUROPE, ci-après dénommée l'exploitant, dont le siège social est situé 19-25 rue Jule Vercruysse à 95100 ARGENTEUIL, est mise en demeure de respecter les dispositions des points 3.7. I. 1. a) ; 3.7. I. 3. d) ; 3.7. IV.2 et 3.7. II. 2. c) de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 susvisé dans un délai de 3 mois pour son site situé Zone d'activités du Bierendyck, route de Socx à 59 380 BIERNE.</p> <p>[3.7.IV.2 : Prélèvements et analyses complémentaires (carnet de suivi)]</p> <p>« L'exploitant reporte toute intervention réalisée sur l'installation dans un carnet de suivi qui mentionne :</p> <ul style="list-style-type: none"> – les volumes d'eau consommés et rejetés mensuellement (mesure ou estimation) ; – les quantités de produits de traitement préventif et curatif consommées chaque année ; – es périodes d'utilisation (toute l'année ou saisonnière) et le mode de fonctionnement pendant ces périodes (intermittent ou continu) ; – les périodes d'arrêts complet ou partiels ; – le tableau des dérives constatées pour la concentration en <i>Legionella pneumophila</i>, permettant le suivi de la mise en œuvre des actions correctives correspondantes ; – dérives constatées pour les autres indicateurs de suivi ; – les actions préventives, curatives et correctives effectuées sur l'installation, notamment les opérations de vidange, de nettoyage ou de désinfection curatives (dates / nature des opérations / identification des intervenants / nature et concentration des produits de traitement / conditions de mise en œuvre) ; – les vérifications et interventions spécifiques sur les dévésiculeurs ; – les modifications apportées aux installations » ;
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection du 02 août 2024, il a été constaté que l'exploitant n'avait pas intégré dans le carnet de suivi les résultats d'analyses de la concentration en légionelles ni les actions correctives associées.</p> <p>Lors de l'inspection du 31 juillet 2025, le carnet de suivi avait été complété afin d'y faire figurer les dates d'analyse, les résultats de concentration en légionelles, les actions correctives, ainsi que les opérations de vidange, de nettoyage et de remise en eau de la TAR.</p> <p>Au vu des éléments constatés, l'inspection propose de lever la mise en demeure relative au non-respect de l'article 3.7. IV.2 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013.</p>

Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 7 : Tableau de suivi

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 27/05/2025, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la légionellose
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société KUBOTA FARM MACHINERY EUROPE, ci-après dénommée l'exploitant, dont le siège social est situé 19-25 rue Jule Vercruysse à 95100 ARGENTEUIL, est mise en demeure de respecter les dispositions des points 3.7. I. 1. a) ; 3.7. I. 3. d) ; 3.7. IV.2 et 3.7. II. 2. c) de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 susvisé dans un délai de 3 mois pour son site situé Zone d'activités du Bierendyck, route de Socx à 59 380 BIERNE.</p> <p>[3.7.II.2.c) : Actions à mener en cas de prolifération de légionelles (mise à jour du tableau de suivi avec les actions engagées]</p> <p><i>« Dans tous les cas, l'exploitant tient les résultats des mesures et des analyses de risques effectuées à la disposition de l'inspection des installations classées. Les dépassements sont consignés dans un tableau de suivi des dérives joint au carnet de suivi. »</i></p>
<p>Constats :</p> <p>Lors du contrôle du 02 août 2024, il a été constaté que la procédure d'action référencée « PROC-EM-007-E », applicable en cas de dépassement des seuils de concentration en <i>Legionella pneumophila</i> dans la tour aéroréfrigérante, ne prévoyait pas la mise à jour du tableau de suivi des dérives annexé au carnet de suivi pour tracer les actions engagées. De plus, le dépassement constaté n'était pas mentionné dans le carnet de suivi présenté par l'exploitant.</p> <p>Lors de l'inspection du 31 juillet 2025, le carnet de suivi avait toutefois été modifié afin de prendre en compte ces éléments.</p> <p>Au vu des éléments constatés, l'inspection propose de lever la mise en demeure relative au non-respect de l'article 3.7. II. 2. c) de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure